

Paris, le

**07 FEV. 2020**

Tél. 01 40 04 04 04  
Bâtiment Sieyès  
61, Boulevard Vincent Auriol  
75703 PARIS 13ème

**DECISION N° 19-0262 bis**  
**Modifiant la décision n° 19-0262 du 13 décembre 2019**

Le ministre de l'économie et des finances;

Vu la loi n° 89-1008 du 31 décembre 1989, relative au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et social, notamment son article 4 modifié ;

Vu l'article L 750-1-1 du code de commerce ;

Vu le décret n° 2015-542 du 15 mai 2015 pris pour l'application de certaines dispositions de l'article L.750-1-1 du code de commerce ;

Vu la décision ministérielle n° 19-0262 du 13 décembre 2019 attribuant à la Communauté d'agglomération Montélimar Agglomération (26), une subvention de fonctionnement de 72 034 € et une subvention d'investissement de 62 250 € pour le financement d'une opération collective en milieu urbain ;

Vu le courrier en date du 14 janvier 2019 signés par le Maire de Montélimar et le Président de l'agglomération Montélimar Agglomération par lequel ils sollicitent le transfert de la maîtrise d'ouvrage de l'opération collective financée par la décision susvisée du 13 décembre 2019 à la ville de Montélimar ;

Considérant qu'il peut être donné suite à cette demande ;

Sur la proposition du directeur général des entreprises ;

DECIDE :

Article 1er – A l'article 1<sup>er</sup> de la décision susvisée du 13 décembre 2019, le bénéficiaire mentionné « Communauté d'agglomération Montélimar Agglomération » (26) est remplacé par le bénéficiaire suivant : « Ville de Montélimar » (26).

Article 2 – Cette décision peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à la collectivité intéressée.

Pour le ministre de l'économie et des finances,

Le Chef du Pôle Economie des Territoires



Romain TALAMONI